

<http://www.crifrance.com/actu-islamophobie/la-coordination-contre-le-racisme>



LA COORDINATION CONTRE LE RACISME ET L'ISLAMOPHOBIE (CRI) APPELLE AU SURSAUT POUR PROTÉGER LE BIEN-VIVRE ENSEMBLE EN FRANCE



Date de mise en ligne : lundi 16 décembre 2014

- Actu islamophobie -

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits

réservés

Ce 12 décembre 2014, CRI Lyon a organisé une conférence en partenariat avec sciences-po Lyon sur le thème de l'islamophobie et le bien-vivre ensemble. L'intitulé n'est pas anodin parce qu'il intéresse tout le monde et pas seulement les victimes de l'islamophobie. Étaient invités Edwy Plenel, directeur du journal Médiapart et Raphaël Lioger, Universitaire, sociologue et philosophe, à la Maison des Tunisiens. Pas moins de 300 personnes ont répondu présent pour comprendre le phénomène "islamophobie" et les actions de CRI. S'en est suivi un débat très fructueux entre les invités et les participants jusque tard dans la nuit que nous remercions.

L'islamophobie contrairement aux indifférences ou incompétences politiques à se saisir du problème est une réalité malheureusement. Le CRI ne recense pas moins de 350 à 400 appels pour l'année 2014 de personnes victimes d'actes islamophobes.

Il y a des faits avérés d'islamophobie, nous les avons collectés et catégorisés selon plusieurs critères :

- refus d'entrée dans un espace public, commerce, plages ...,
- refus d'entrée dans un établissement scolaire en dehors des règlements officiels établis,
- agressions verbales et physiques,
- discriminations sur le lieu de travail et exercices de pression,
- stigmatisation du vêtement dit « islamique », jusqu'aux longues jupes,
- obligation pour certains jeunes élèves de manger la viande non halal servie dans les cantines scolaires.

Plus encore et plus grave, la responsabilité politique dans la propagation de l'islamophobie dont le vocable dérange ou tarde à être reconnu est manifeste depuis plusieurs années et cette islamophobie est entretenue par les médias. Tout récemment et pour ne citer que cet exemple : le Powerpoint de l'académie de Poitiers montre :

- que les instances politiques et décisionnaires alimentent l'islamophobie
- que ces dernières instances étatiques s'inscrivent dans le champ idéologique du « choc des civilisations ».

Évidemment, ces postures individuelles, politiques et médiatiques nuisent au bien-vivre ensemble essentiel à la paix sociale et la cohésion de notre pays que déjà la crise économique tend à défaire, à mettre en danger en accentuant les inégalités sociales et en atomisant notre société que l'esprit « Des Lumières » avait prétendu réduire. Nous assistons à une Modernité rétrograde et non progressiste.

L'islamophobie est une réalité, occultée dans le langage politico-médiatique volontairement, alors que dans les sphères intellectuelle et scientifique, elle est préhendée et dénoncée comme phénomène de plus en plus prégnant dans notre pays, anti-laïque et contre la liberté de conscience et de culte, c'est à dire contre les valeurs républicaines et le droit constitutionnel.

La laïcité dévoyée par le politique ces dernières années s'est constituée en idéologie discriminatoire à l'égard d'une catégorie de la population et particulièrement la loi liberticide DU 15 MARS 2004 faite sur mesure et hypocritement contre le foulard à l'école. Dans ce dernier lieu, on remarquera qu'à la catégorisation sociale des élèves par « la carte scolaire » s'est ajoutée celle religieuse par l'aspect coercitif de la loi 2004. Cette islamophobie est devenue un véritable fond de commerce à but électoraliste. Donc, où sont ces valeurs républicaines tant brandies par les politiques dans leur sursaut identitaire ? Où est cette cohésion nationale dans la façon dont est gérée « la carte scolaire » en France ?

Cette responsabilité ne doit pas s'entendre uniquement dirigée vers la sphère politico-médiatique, elle est aussi

nôtre, citoyens français. Tous ici, nous devons nous saisir, pour le bien commun, de cette problématique de la cohésion de notre pays, et tout faire pour freiner et résorber ce fléau, ce que CRI tente de faire malgré les difficultés et les embuches multiples :

- Agir auprès des victimes en leur apportant un soutien psychologique et juridique,
- Sensibiliser chacun de nous en France sur la question de l'islamophobie qui menace notre paix sociale et le pacte républicain : liberté, égalité, fraternité, laïcité (et non laïcisme) en organisant des conférences-débats avec des intellectuels et des témoins de l'islamophobie, en communiquant sur l'espace public comme nous le faisons depuis plusieurs années pendant « la journée de la femme » avec une distribution de roses,
- Porter la question de l'islamophobie sur le champ politique et demander à ce que la laïcité soit définie initialement à son principe et gérée de manière égale,
- Contrebalancer l'influence propagandiste du « choc civilisationnel » des médias dominants en informant via nos propres réseaux de communication.

Le CRI agit et le fait sans aucune subvention de l'Etat ou des collectivités locales, les politiques refusent ou tardent à reconnaître l'islamophobie. Nous luttons contre ce fléau qui menace notre pays. Nous appelons donc à nous soutenir par vos dons, vos actions, votre écoute et votre responsabilisation citoyenne.

WWW.CRIFRANCE.COM

Jamilla FARAH, porte-parole du CRI Lyon, le 12.12.2014